



Systèmes locaux d'alerte précoce et de réponse aux urgences : motivation et partenariat exigeant

¹ Baoua Issoufou, ¹ Ali Mahamadou, ² Balla Abdourahmane, ¹ Adam Toudou

¹ Université Abdoumouni Dioffo, Faculté d'Agronomie, BP 10960, Niamey – Niger, baouai@yahoo.fr

² Université Abdoumouni Dioffo, Faculté d'Agronomie, Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA), BP 10960, Niamey – Niger

Original submitted in on 4th September 2014. Published online at www.m.elewa.org on 30th January 2015
<http://dx.doi.org/10.4314/jab.v85i1.2>

RÉSUMÉ

Objectif : L'étude vise à analyser le fonctionnement des observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et des Structures Communautaires d'Alerte Précoce et des Réponses aux Urgences (SCAP-RU) au Niger.

Méthodologie et résultats : l'étude a été conduite sur la base des enquêtes terrain (entretien individuel et focus group) dans les zones couvertes par les systèmes locaux d'alerte précoce et de réponse aux urgences dans les régions de Tillabéry et de Tahoua. Les données disponibles au niveau du système d'alerte précoce et de ses partenaires ont servi à l'analyse cartographique.

Conclusion et application des résultats : L'analyse du fonctionnement des Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et des Systèmes communautaires d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU), a démontré la cohérence et la pertinence de cette démarche expérimentées de 2006 à 2009 au Niger. La phase de réplification a démarré en 2010 par les acteurs essentiels du domaine de l'Alerte Précoce au Niger. Les systèmes locaux d'Alerte précoce et de réponse aux urgences, sont devenus l'espoir sur lequel se fonde désormais les succès dans le domaine de la gestion des urgences et au-delà des interventions de relèvement et de réhabilitation. Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) ne peut donc fonctionner en marge de cette initiative qui a gagné le mérite de faire avancer le système d'alerte précoce et de réponse aux urgences par une meilleure responsabilisation des communautés et des élus locaux. Le régime démocratique laisse souffler le vent qui fait apparaître aux élus locaux et aux services déconcentrés de l'État un nouvel élan et d'état d'esprit soumis désormais entre les injonctions du DNPGCCA, les attentes des populations vulnérables, à l'empilement des missions d'évaluations sans suite concrètes en termes d'interventions urgentes.

Mots clés : alerte précoce, observatoire, système communautaire, bonne gouvernance, rédevabilité.

ABSTRACT

Objective: The study aims to analyze the functioning of Vulnerability Monitoring Observatories (VMO) and Community Structures of Early Warning and Responses to Emergencies (CSEW-RE).

Methodology and Results: The study was carried out on the basis of field surveys (individual interview and focus group) in areas covered by local systems of early warning and responses to emergencies in the regions of Tillabery and Tahoua in Niger. The data available at the early warning system and its partners were used for the cartographic analysis.

Conclusion and application of the results: The analysis of the functioning of Vulnerability Monitoring Observatories (VMO) and Community Early Warning Systems and Emergencies Responses (CEWS-ER) demonstrated the consistency and relevance of this approach experimented from 2006 to 2009 in Niger. The replication phase started in 2010 with the key actors in the field of Early Warning System in Niger. Local early warning systems and emergencies response have become now the hope on which rely all successes in the field of emergency management and beyond in recovery and rehabilitation interventions. Thus, the National Device for Disaster and Food Crises Prevention and Management (NDDFCPM) cannot operate without this initiative which contributes in improving the performance of the early warning system and response to emergencies through better empowerment of local community and their elected representatives. The democratic system has brought to local officials and government decentralized services, a new momentum and mindset subjected now in between NDDFCPM injunctions, expectations from vulnerable populations and multiple field evaluation missions without further concrete actions in terms of urgent interventions.

Keywords: early warning, observatory, community system, governance, accountability

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Niger un des pays les plus arides de la sous-région sahélienne avec une pluviométrie oscillant du Nord au Sud entre moins de 100 mm par an à un peu plus de 800 mm. Sur la base du régime pluviométrique, le pays est subdivisé en trois zones : une zone désertique ou saharienne (où il pleut moins de 200 mm par an) qui couvre les 77% de la superficie (DNPGCCA, 2013). Le reste du territoire peut être subdivisé en trois sous-zones : une zone soudanienne (>600 mm) ne représentant que 1% du territoire, une zone sahélienne à vocation agropastorale et une zone saharo-sahélienne à vocation pastorale. L'économie nigérienne repose essentiellement sur le secteur agropastoral qui demeure la principale source d'emplois et de revenus pour plus de 80% de la population (CE, 1999, DNPGCCA, 2013). Les activités agropastorales et autres formes d'exploitation des ressources naturelles représentent 42,8% du PIB (25% pour le sous-secteur de l'agriculture, 12% pour l'élevage et près de 4,5% pour les forêts et pêche) et la seconde source de recettes d'exportation (après les industries extractives). Le Niger compte plus de 16 millions d'habitants (INS, 2013) vivant essentiellement sur une bande de terre ne dépassant pas le tiers du territoire. Les caractéristiques principales de la population nigérienne est sa forte croissance démographique (3,3% par an), son extrême jeunesse (plus de 49,2% ont moins de 15 ans), une faible densité de peuplement (12,4 habitants/km²) mais une forte

concentration dans le tiers méridional du pays (zone sahélienne et soudanienne), sa tendance à l'urbanisation (taux d'urbanisation de 6,6% par an) et son extrême pauvreté. Le revenu par habitant n'est que de 358 dollars (2010) et le pays est régulièrement classé parmi les trois pays les plus pauvres de la planète, au plan de l'indice du développement humain (en 2011, il était 186^{ème} et en 2012 le pays occupe la 187^{ème} place sur 187 pays évalués, PNUD, 2012 et 2013). C'est dire que les principaux indicateurs des OMD restent à un niveau très bas, traduisant toutes les difficultés des nigériens à accéder à la santé, à l'éducation et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La production primaire est tributaire des aléas climatiques ce qui explique la faible performance du secteur agropastoral qui occupe plus de 80% de la population active (DNPGCCA, 2013) et sur lequel se fonde l'espoir devenu de plus en plus incertain pour le monde rural. Parmi les causes sujettes de cette incertitude se trouvent en liste les risques les plus fréquents et dont l'incidence sur les moyens de subsistance des populations est forte : la sécheresse et les invasions acridiennes (Banque Mondiale, 2013). La plupart des crises humanitaires intervenues au Niger sont liées aux déficits céréaliers ou fourragers dus à des aléas climatiques et dans une moindre mesure aux invasions acridiennes. Au cours de la dernière décennie, le Niger a été confronté à une sécheresse plus ou

moins sévère, au moins une année sur 2 et une invasion acridienne au moins une année sur cinq. Pour améliorer le mécanisme de prévention et de gestion de crises alimentaires au Niger, le Gouvernement du Niger, avec l'appui des PTF, a apporté constamment des soutiens pour une meilleure orientation stratégique du cadre d'interventions du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA). C'est ainsi, qu'à la sortie de la gestion de la crise alimentaire de 2005, l'Union Européenne a financé le projet « Appui au Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises

OBJECTIFS

L'objectif est d'analyser le fonctionnement des observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et des Structures Communautaires d'Alerte Précoce et des Réponses aux Urgences (SCAP-RU) en termes d'avancée pour assumer les rôles et responsabilités

MATÉRIEL ET MÉTHODES

L'étude a été réalisée sur la base d'exploitation des bases de données construites par le projet APCAN, celle disponible au niveau de la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention de Catastrophes. Pour recueillir les informations à l'échelle nationale relatives aux différents OSV mis en place dans l'ensemble du pays par les ONG et autres projets, un comité technique de réflexion a été mis en place par la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes (CC/SAP/PC) afin de capitaliser cette expérience et faire progresser la dynamique dans un cadre cohérent. Ce cadre de

RÉSULTATS ET DISCUSSION

OSV : Partenariat, participation des communautés de base et des Communes : Le développement des OSV et SCAP-RU vise à créer les conditions d'une participation plus accrue et responsable des bénéficiaires des interventions d'urgence et de leurs représentants dans les conseils communaux. Il a été reconnu que ces types de structures locales demeurent une action qui va au-delà du rôle joué par les structures nationales du DNPGCCA. L'avènement des OSV a permis d'asseoir

Alimentaires au Niger dénommé APCAN». Ce projet qui a duré de 2006 à 2009 a été mis en œuvre par Care International au Niger en collaboration avec la Cellule de Coordination du système d'Alerte Précoce (CC/SAP), le Centre Régional AGRHYMET, le Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) et en partenariat avec les ONG locales. Pendant quatre années de recherche-action, le projet a abouti sur des résultats concluants transférés au Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires pour réplication dans l'ensemble du pays.

dans l'alerte précoce et la gestion des urgences et pour servir de relai de la portion centrale du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA).

réflexion a servi à alimenter les réflexions et à compléter les données collectées dans le cadre de cette étude. Plusieurs missions de terrains ont été également conduites sur le terrain pour échanger avec les acteurs locaux des OSV dans les régions de Tillabéry et de Tahoua. A ce niveau la collecte de données a été faite à l'aide de questionnaires. Les questionnaires ont été administrés en focus groupe et en entretien individuel semi-structuré. Les données ont ensuite été codifiées, saisie et analysées avec le logiciel SPSS.10. Le logiciel Arc Gis 10 a été utilisé pour la cartographie.

une plus large participation du public et les efforts faisant intervenir les intérêts tant des communautés de base, des intervenants, services publics, ONG que privés. Les relations entre les intervenants et les bénéficiaires des actions d'urgence, que sont les populations vulnérables se sont nettement étoffés ces dernières années et en particulier dans les communes ayant installé leur OSV et SCAP-RU (figure1).

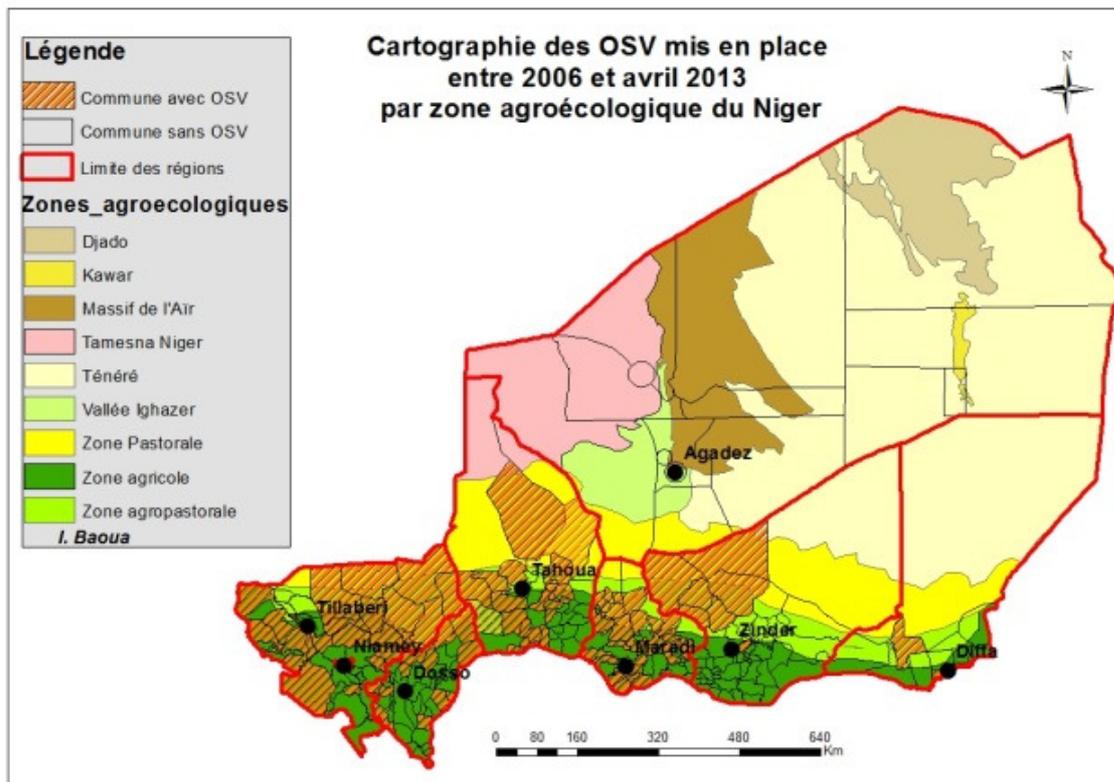


Figure 1 : répartition géographique des OSV

La couverture en OSV est de 9% en zone pastorale (englobant également l'Air, le Tamesna et le Kawar). Elle est de 24 % en zone agropastorale et de 67 % en zone agricole. Les changements obtenus avec les structures locales d'Alerte Précoce et Réponses aux Urgences (OSV et SCAP-RU) est en cohérence avec la vision de la Conférence des Nations sur la Prévention des Catastrophes (NU, 2005). Ce changement dans le système d'alerte et de réponse aux urgences a donné lieu à des partenariats novateurs et à d'autres initiatives

visant à renforcer les liens existant parmi les structures centrales du DNPGCCA ou les services spécialisés, les intérêts des communautés de base à travers les SCAP-RU et les autorités locales (coutumières, administrative et les collectivités décentralisées). Cet engouement explique l'évolution positive mais lente du taux de couverture des régions du Niger en OSV. La figure 2 ci-après montre que le taux de couverture globale du pays en OSV est de 27% et la région de Tillabéry demeure la mieux couverte avec 49% de taux de couverture en 2013.

Evolution du taux de couverture des régions du Niger en OSV de 2006 à 2013

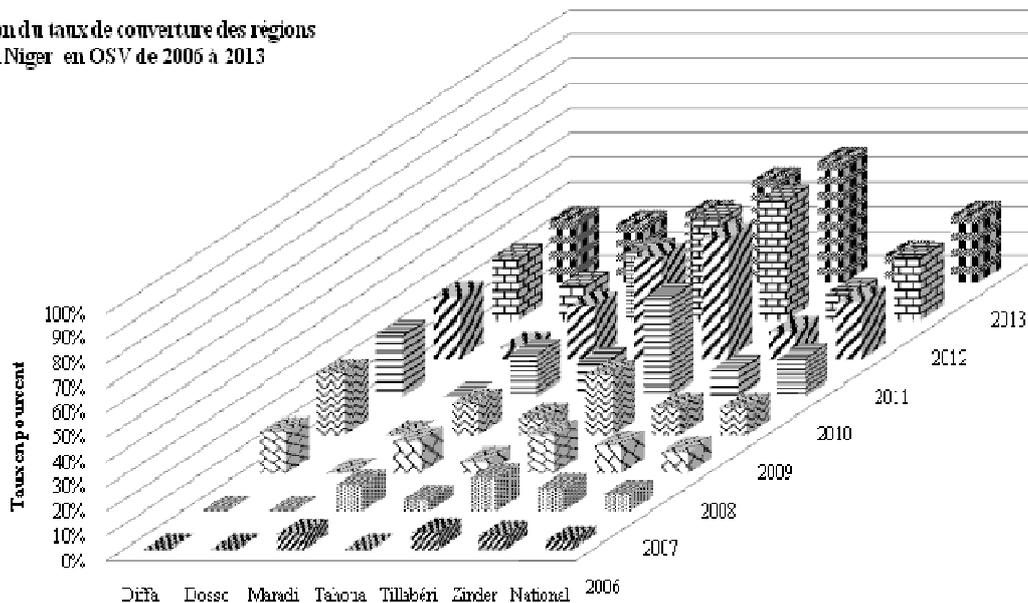


Figure 2 : Évolution du taux de couverture des régions en OSV de 2006 à 2013

La Conférence Mondiale sur la Prévention de catastrophes organisée au Japon en 2005, a reconnu qu'à mesure que les pouvoirs publics s'attachent à adopter des stratégies globales de réduction des risques de catastrophe, les fonctions complémentaires envisagées aux niveaux national, municipal et local devront être renforcées. Les OSV et SAP-RU entrent en droite ligne dans cette vision depuis 2006 au Niger et restent encore d'actualité même pour les années à venir. Cependant la portion centrale du DNPGCCA doit offrir davantage des plus larges possibilités d'engagement et un appui accru aux organisations non gouvernementales

et aux organismes associatifs. Elle doit également encourager le bénévolat, objectif qui exigera des efforts systématiques et efficaces, si l'on cherche à étendre et à maintenir durable les capacités des communautés de base et les communes à prendre en charge l'alerte précoce et la réponse aux urgences.

SCAP-RU : explicite, mais insuffisamment soutenu : La figure 3 ci-après, établie sur la base des données agrégées par le comité technique sur les OSV et SCAP-RU, montre la disparité sur les avancées accomplies au niveau des différents départements du Niger (y compris les nouveaux départements créés en 2011).

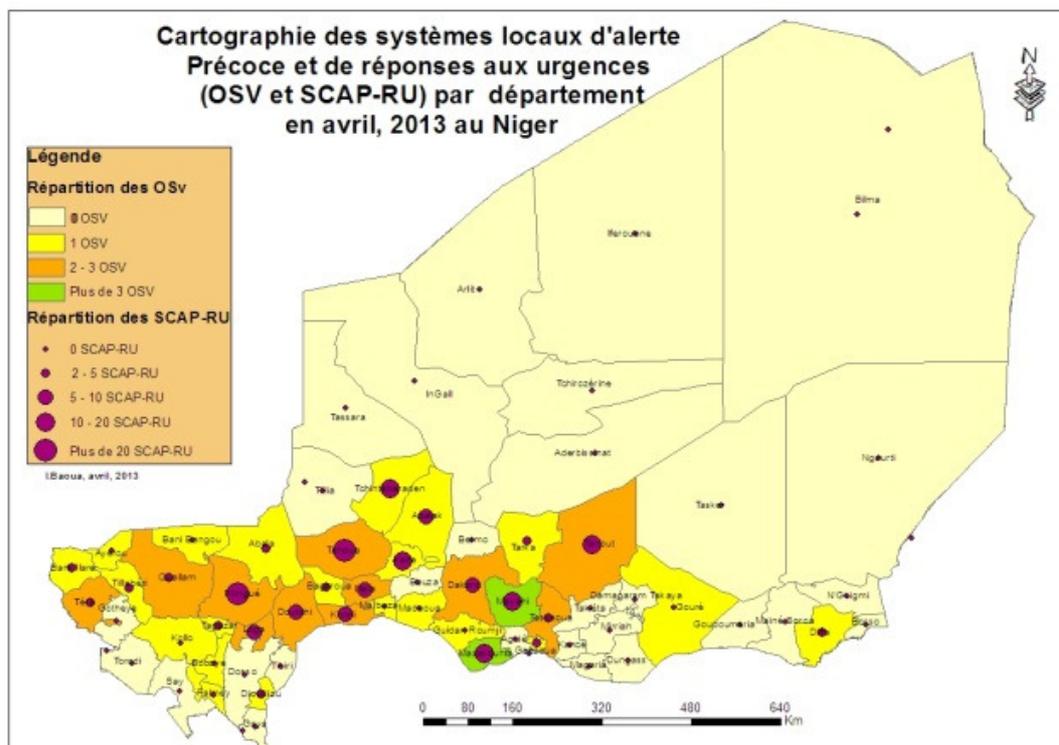


Figure 3 : cartographie des OSV et SCAP-RU en avril 2013

La mise en place des OSV et SCAP-RU est une démarche entraînant un changement dans la méthode de travail au niveau des comités régionaux et sous-régionaux de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (CR, CSR/PGCCA) qui servaient jusqu'en 2006, comme les seuls relais des structures centrales du DNPGCCA. Les OSV et SCAP-RU ont été initiées pour qu'à terme, ils deviennent les bras armés du DNPGCCA à la base (Baoua *et al*, 2009). A ce titre les structures régionales et sous régionales s'appuient sur les structures locales pour réaliser leur analyse de la situation alimentaire et les propositions d'interventions d'urgence en forte concertation avec les OSV et SCAP-RU. La collecte de données sur la dynamique de la vulnérabilité dans les zones de suivi-permanent se trouve renforcer et dynamiser avec l'avènement des SCAP-RU. Ce qui a permis à la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes d'améliorer la qualité de la collecte de données et d'analyse (PNUD, 2007). En effet, les chefs de districts agricoles, qui sont la première source d'information, ne disposent en général pas de moyens de déplacement pour aller dans les villages (Olivier de Sardan J-P, *et al*, 2007) procéder à la collecte des données permettant une analyse plus pertinente de la situation alimentaire.

L'avènement des OSV et SCAP-RU permet de corriger de telles lacunes et d'améliorer la qualité des données et de l'analyse de la situation alimentaire à travers la responsabilisation des élus locaux et des communautés de base. La performance de ces structures locales d'alerte précoce, développées pour la première fois au Niger en zone sahélienne, font aujourd'hui les bons échos dans certains pays du Sahel (Mali, Mauritanie et Tchad). La pertinence des OSV et SCAP-RU a également été reconnue par plusieurs évaluations du DNPGCCA et de certains projets et programmes (Balla *et al*, 2009 ; Johny, 2006 ; I3N, 2012 ; Denis M et Ibrahim B, 2009). Cependant, malgré la pertinence et l'apport substantiel apporté par les OSV et les SCAP-RU dans le domaine de l'alerte précoce, force est de constater beaucoup de lacunes qui persistent quant à la prise en compte de ces structures locales lors de la mise en œuvre des actions d'urgence réalisées à la fois par le DNPGCCA et les Organisations Non Gouvernementales (ONG). Les résultats obtenus démontrent que seul 7% des SCAP-RU et 8% des OSV sont associés à la mise en œuvre des interventions qu'ils ont sollicitées. Mais, tout se passe de manière que les appuis techniques en renforcement des capacités restent insuffisants bien que

fortement sollicités par les acteurs locaux afin de bien assumer leurs rôles.

Entre les fonctions de maire et celles de veiller au bon fonctionnement des OSV et les SCAP-RU : un enjeu essentiel : Le travail dans le domaine de la sécurité alimentaire est très complexe du fait sa géométrie variable faisant appel à des compétences multidisciplinaires. Ce qui exige des renforcements des capacités des acteurs locaux dont la majeure partie est peu qualifiée pour conduire des analyses assez poussées. Faire fonctionner un OSV demande une attention particulière : défendre les intérêts, souvent divergents, à la fois des communautés et des partenaires locaux, maintenir la confiance entre les acteurs locaux, répondre aux agendas administratifs, politiques... Le processus de mise en place des OSV a offert beaucoup d'opportunités aux maires des communes rurales, qui utilisent valablement ce cadre de concertation pour négocier, échanger et maintenir un consensus temps nécessaire pour solutionner certains problèmes même ne relevant pas du domaine de la sécurité l'alimentaire, nutritionnelle et pastorale. Les Maires se sont vus reconforter dans leur fonction de « *leader local* » du fait de la facilité de trouver localement un consensus sur les évaluations de la sécurité alimentaire et la programmation des interventions d'urgence.

Enjeux des méthodes communautaires d'alerte précoce et de réponse aux urgences : Malgré la diversité des méthodes qu'ils emploient, la majorité des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) nationaux doivent faire face à deux contraintes majeures : (i) la faiblesse des dispositifs nationaux de collecte de données qui alimentent en grande partie les SAP; et (ii) une capacité analytique qui ne permet pas de conduire les analyses de

plus en plus complexes et profondes que réclament les usagers des informations d'alerte précoce (James, 2007). Les résultats obtenus de nos investigations corroborent avec ceux de cette étude qui reconnaît par ailleurs que le transfert des responsabilités politiques, administratives et fiscales du niveau national aux structures d'échelon local par le biais de la décentralisation est devenu l'objectif d'un grand nombre de pays africains ces quinze dernières années (James, 2007. C'est en effet, dans cette optique que le SAP/PC du Niger s'oriente depuis 2006, dans une démarche participative et inclusive, vers la mise en place des structures déconcentrées d'alerte précoce, même si au stade actuel le taux de couverture national (19% de communes couvertes en OSV) reste faible huit ans après le lancement de cette initiative. De plus en plus les OSV et les SCAP-RU participent activement à l'analyse dans le cadre de l'alerte précoce, aux évaluations ponctuelles de la situation alimentaire, au processus d'identification des zones et de ciblage des populations vulnérables, au suivi continu et à l'évaluation des projets d'atténuation des crises (PAC) entrepris par la Cellule Crises Alimentaires et de Gestion des Catastrophes (CCA/GC). L'exemple le plus complet est celui des départements de Konni et Illéla dans la région de Tahoua, celui de Filingué dans la région de Tillabéri, où les OSV sous l'encadrement des Comité sous-régionaux (CSR) coordonnent les actions de soutiens aux populations vulnérables.

Les indicateurs de suivi de performance définis au niveau OSV indiquent que 56,33 % des crises vécues ont été efficacement gérées au niveau local.

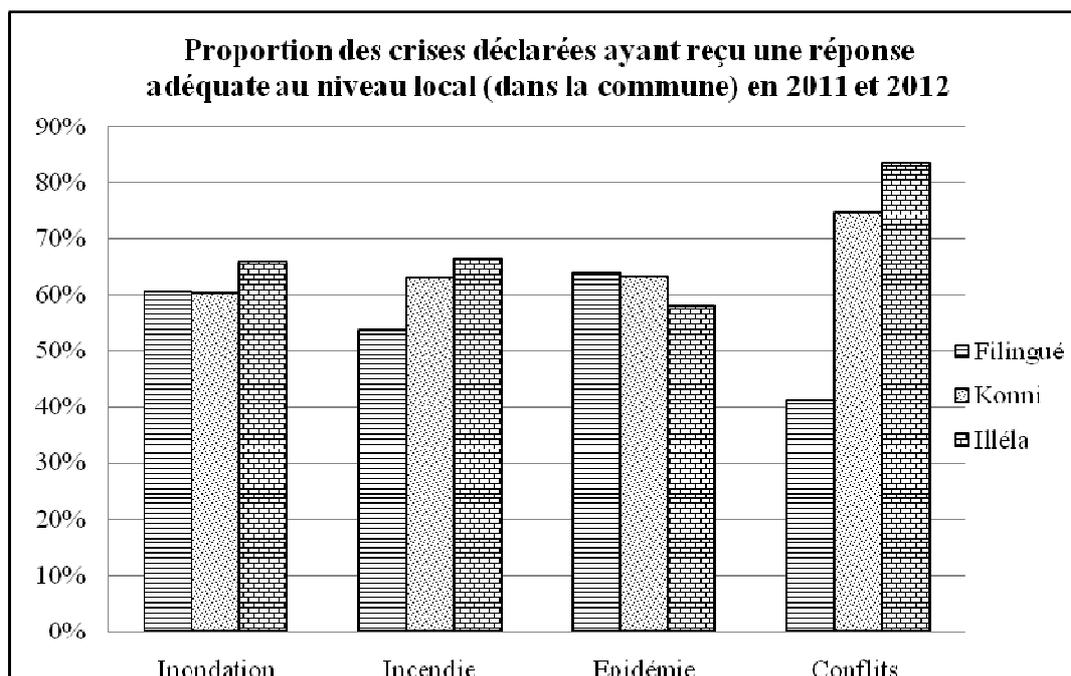


Figure 4 : Quelques indicateurs de suivi de la performance des OSV de Konni, Illéla et Filingué.

A titre d'exemple, la figure 4 et le tableau 1 présentent quelques détails sur les types de crises vécues et gérées au niveau local. Pour les crises alimentaires, nutritionnelles et autres catastrophes (incendie, épidémie, épizootie, etc.) il y a 66,66 % qui ont été documentées et

alertées à temps. Les populations victimes d'incendie, d'épidémie et de crises nutritionnelles ont été assistées à 100 %, alors que celles touchées par les épizooties l'ont été entre 40% et 60 %. Toutes les zones vulnérables font l'objet d'un suivi permanent, dans l'ensemble des OSV.

Tableau 1 : Quelques indicateurs de suivi de la performance au niveau OSV à Konni entre 2011 et 2012.

Indicateurs	Type de crise (Nombre/Pourcentage)
Nombre de crises dépassant les capacités locales remontées à temps	Alimentaire = 4 Nutritionnelle = 5 Prédateurs des cultures = 5 Sécheresse = 3 Épidémie = 7 Épizootie = 22 Conflits = 8
Proportion des zones vulnérables identifiées et suivies	100%

Ces quelques expériences montrent plusieurs aspects positifs du travail au niveau des OSV. Pour des raisons techniques, il est plus aisé et plus efficace d'identifier avec précision l'incidence et les causes de l'insécurité alimentaire au niveau local, surtout en se basant sur l'évolution des moyens d'existence. Les OSV permettent d'identifier plus aisément les zones vulnérables dans un consensus admis par les différentes parties prenantes au niveau local et d'éviter par conséquent les remises en causes par les autorités coutumières, administratives, les

aristocraties locales et politiques. Aussi, les OSV se sont avérés comme un bon outil ayant permis d'améliorer le ciblage des ménages et/ou personnes bénéficiaires des réponses plus diverses qui correspondent mieux aux besoins des communautés et qui renforcent leur résilience à faire face aux périodes difficiles. Cependant, le fonctionnement des OSV est confronté à plusieurs types de contraintes, dont la principale demeure le volontariat sur lequel le système d'alerte local est bâti. Cela veut dire que le succès sur le long terme des OSV

et des SACP-RU doit être recherché à travers des solutions alternatives soutenues pour motiver les volontaires locaux du DNPGCCA. Le volontariat est par conséquent le défi majeur à considérer dans le processus de création des OSV et des SCAP-RU. Le renforcement des capacités des acteurs locaux devient le deuxième axe sur lequel il faut se baser pour développer des mécanismes visant à limiter le plus possible la manipulation de l'information lors de la collecte des données et les phases de validation des recommandations. Enfin, les contraintes liées au financement du SAP/PC au niveau national, constituent le troisième défi qui devrait avoir l'engagement des communes pour supporter le fonctionnement des OSV et des SCAP-RU sur le budget des collectivités. Cela veut dire, qu'il faut continuer à plaider pour maintenir les systèmes décentralisés d'alerte précoce et de réponses aux urgences en tant que partie intégrante du mécanisme de fonctionnement des collectivités locales. Si les structures locales d'alerte précoce et de réponses aux urgences (OSV et les SCAP-RU) sont développées et pérennisées, cela ouvre l'espoir de penser que tous les acteurs ou institutions locales impliqués à la fois dans la collecte, le traitement et l'analyse des données, dans le ciblage et la mise en œuvre des réponses aux urgences, peuvent être considérées comme un véritable gage de la bonne gouvernance des interventions du DNPGCCA et des partenaires. L'exemple de la mauvaise gestion des réponses connu récemment remonte en 2005 où certains fonctionnaires, chefs et notables ont prélevé leur part de vivres destinés aux populations vulnérables. Parmi les gros bénéficiaires de la crise de 2005 figurent également les aristocraties locales, le conseil municipal et les autorités départementales et régionales dont la gestion des aides n'a pas été des plus transparentes (Blundo G. et Olivier de Sardan J-P, 2006). L'appui à l'émergence et au développement des structures locales d'alerte et de réponse aux urgences permettra sans nul doute à remédier aux insuffisances régulièrement constatées dans la gestion des urgences parmi lesquels on peut citer les erreurs d'inclusion des « non bénéficiaires » et les erreurs d'exclusion des « bénéficiaires ». La mise en place des OSV et SCAP-RU, si elle est accompagnée d'un plan de renforcement des capacités des acteurs locaux, permet de contribuer efficacement à la gestion plus équitable des aides au niveau local, d'améliorer le ciblage des bénéficiaires et par conséquent de réduire voir éliminer les erreurs d'exclusions et d'inclusion lors des interventions d'urgences. Ces constats sont beaucoup plus édifiants au niveau des OSV et SCAP-RU mis en place dans les départements de Konni, Illéla et

Filingué qui ont reçu un accompagnement en formations et autres voyages d'échanges ce qui a contribué à l'éveil de conscience et au maintien de la culture de la transparence, de la bonne gouvernance et de la rédevabilité dans la gestion des ressources pendant les interventions d'urgence. Le comportement de bon animateur d'OSV et de SCAP-RU permet en outre à certains leaders locaux de garder l'honneur d'une caution sociale certaine d'un bon défenseur des causes des plus vulnérables. Ce qui contribue à l'émergence d'une nouvelle génération de politiciens locaux avec une vision claire tournée vers le succès de la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience des populations vulnérables.

OSV et SCAP-RU : un partenariat exigeant : La concertation sur les OSV et les SCAP-RU fait appel à un rôle de plus accrue et exprimé de la part des maires et des élus locaux dans la mobilisation des partenaires locaux, des services déconcentrés de l'État, des projets et ONG, des chefs coutumiers... le système de fonctionnement des SCAP-RU en particulier réponse sur la mobilisation des volontaires locaux capables de consacrer une partie de leur temps pour la collecte des données dans leur terroir. Cela implique aussi des mouvements vers les marchés, les autres hameaux ou villages rattachés au SCAP-RU aux frais des volontaires. Les communes doivent de ce fait soutenir ce système en investissant plus dans le temps consacré au suivi du bon fonctionnement des SCAP-RU de manière à entretenir le niveau de leur performance et encourager la mobilisation des volontaires. Ces derniers ne demandent dans certains cas que plus d'attention soit accordée à leur travail à travers des visites du niveau supérieur (OSV, CR et niveau national). Le cout moyen mensuel de fonctionnement d'un OSV est estimé à 50.000 F CFA par mois (répartis comme suit : 25.000 pour organiser une réunion mensuelle, 15.000 pour les missions d'appui aux SCAP-RU couverts, 10.000 pour le fonctionnement (fournitures, communication, frais d'envoi des rapports...). Le cout pour le fonctionnement d'un SCAP-RU est d'environ 10.000 F CFA par mois (frais organisation de réunion, collecte et envoi des données, communication, reproduction des fiches de collecte SCAP-RU). Les villages et les communes sont naturellement des partenaires incontournables, la qualité des relations entre les acteurs des SCAP-RU et ceux des OSV, dépendra essentiellement de l'engagement du maire et des élus locaux pour entretenir le bon fonctionnement de ces structures au profit des populations vulnérables. Dans les départements de Konni, Illéla dans la région de Tahoua et de Filingué dans

celle de Tillabéri, des exemples de bonnes collaborations sont maintenues entre les communautés et les communes d'une part et entre les communes et les CSR d'autre part. Des bonnes relations fonctionnelles entre les SCA-RU et les OSV, et les OSV et les CSR se nouent en

faveur de l'amélioration du processus d'identification des zones vulnérables, de ciblage des populations et des actions d'atténuations appropriées pour réduire la vulnérabilité des ménages et dans le suivi des actions d'urgence.

CONCLUSION

La déconcentration du système d'alerte précoce et de réponses aux urgences présente l'avantage de corriger le déficit de relais dans la collecte des données et la circulation de l'information entre le niveau micro (ménages, villages et campements, où opèrent les services déconcentrés de l'État et les ONG) et le niveau méso et macro du Secrétariat permanent du DNPGCCA, du SAP/PC, de la CCA/GC et de leurs partenaires techniques et financiers (national). Les OSV et les SCAP-RU assurent pleinement et avec une efficacité acceptable le relais entre le niveau communautaire-communal et le niveau sous régional et national de par leur contribution dans l'amélioration du suivi de la vulnérabilité au niveau des Communes et des villages des zones vulnérables. Il est cependant encore nécessaire de poursuivre les réflexions au niveau local, sous régional et régional afin d'harmoniser la forme et le contenu des OSV et les SCAP-RU du fait des formes diverses adaptées par les différents acteurs de développements (projet, ONG). Dans la recherche de cette dynamique il est également nécessaire de maintenir les activités des OSV en s'appuyant sur les Structures Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences (SCAP-RU) pour, d'une part, collecter les informations à l'intérieur de la commune et les transmettre et d'autre part pour renforcer le lien de responsabilité dans la mise en œuvre des réponses aux urgences entrepris par le DNPGCCA. Les Communes étant à la fois des entités décentralisées et des représentations des populations, les Observatoires

servent à ce titre de premier niveau de traitement de l'information et de prise de décision, notamment pour les cas d'urgence qui peuvent être pris en charge localement. Ils sont aussi redevables des réponses mises en place par le niveau national et départemental (suivi, information, action). Pour davantage opérationnaliser les OSV et les SCAP-RU un soutien budgétaire national et local efficace est à accorder pour garantir une information sur l'alerte précoce plus adaptée aux besoins décisionnels du gouvernement et des partenaires. Cela est d'autant plus édifié de par la forte mobilisation des acteurs et l'expression plus forte des demandes des communes et des populations des zones vulnérables, ce qui demande le développement de lobbying pour le financement des OSV et SCAP-RU sur le budget des collectivités. Les ONG locales, chargées le plus souvent de la mise en œuvre des actions d'atténuation des crises confiées par la CCA/GC, peuvent être mises à contribution pour renforcer cette dynamique dans leur zone d'intervention. Ainsi, les ONG, les élus locaux et les services déconcentrés de l'État joueront un rôle pionnier dans l'identification des zones vulnérables, le ciblage des actions et des bénéficiaires et dans le processus de validation et de transfert des requêtes des ménages vulnérables vers les responsables des décisions du DNPGCCA et des autres partenaires. Les OSV demeurent le créneau fondamental pour asseoir la logique et la culture de transparence et de la redevabilité dans le fonctionnement global du DNPGCCA.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Balla A, Yamba B, Adam T, Abdou D, 2009 Insécurité alimentaire au Niger : Entre réalité et espoir. Publication hors-série des Annales de l'Université Abdou MOUMOUNI de Niamey, 143 Pages
- Banque Mondiale 2013, Évaluation des risques du secteur agricole au Niger : de la réaction aux crises à la gestion des risques à long terme, 70 p.
- Baoua I, Rigo S, Abdoulaye S, Djibo S, octobre 2009 Système Communautaire d'Alerte Précoce, mode opératoire version 1. 25 pages
- Baoua I, Balla A, Agali A, octobre 2009 Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité, capitalisation de quatre années de recherche-action. 20 pages.
- Blundo G, et Olivier de Sardan J-P, 2006, Everyday corruption and the State. Citizens and Public Officials in Africa, London, Zed Books
- Denis M, et Dr. Ibrahim B, octobre 2009 Care International Niger, Commission Européenne (2008) Évaluation finale du projet "Appui au dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires au Niger" Rapport définitif. 62 Pages

- Commission Européenne, 1999 Rapport d'activités 1998/1999. 62 pages
- Dady D, 2007. Rapport pour l'établissement de la situation de référence sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Initiative 3N, octobre 2012 Plan d'Investissement 2012-20015, volume 1, 75 pages
- James T., 2007. Planifier l'avenir : Évaluation des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. 45 Pages
- Egg J., Michels D., Blein, R. et alBY FLORES V., février 2006. Évaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger : Rapport principal, 214 Pages
- Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA), février 2013 Plan de soutien aux populations vulnérables. 41 pages
- Nations Unies, 2005 Actes de la Conférence Mondiale sur la Prévention des Catastrophes Kobe, Hyogo, Japon 18-22 janvier 2005
- Olivier de Sardan J-P, août 2007 Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005. Document de travail 45, 49 pages.
- PNUD, 2007, Analyse intégrée des facteurs de risque au Niger, Bureau d'Études Horizon
- Shoham, J. 2005. Food Security information systems supported by Save the Children UK. A review. Londres, Save the Children UK